



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
HAUTE-VIENNE

LE PRESIDENT

Réf : SG/LV/JR

Dossier suivi par L. VIGOUROUX

Objet : Avis sur le projet de
modification simplifiée n°3 du PLU de
SOLIGNAC

Magnac-Laval

20 rue Camille Grellier

87190 Magnac-Laval

Tél. : 05 55 60 92 40

Fax : 05 55 60 92 41

antenne.ml@haute-vienne.chambagri.fr

Saint-Laurent-sur-Gorre

1-3 place Léon Litaud

87310 Saint-Laurent-sur-Gorre

Tél. : 05 55 48 83 83

Fax : 05 55 48 83 82

antenne.sl@haute-vienne.chambagri.fr

Saint-Yrieix-la-Perche

la Seynie

87500 Saint-Yrieix-la-Perche

Tél. : 05 55 75 11 12

antenne.sy@haute-vienne.chambagri.fr

Limoges Monts et Vallées

2 avenue Georges Guingouin

CS 80912 Panazol

87017 Limoges Cedex 1

Tél. : 05 87 50 40 87

Fax : 05 87 50 40 85

antenne.li@haute-vienne.chambagri.fr

@MANGEZ_FERMIER_87



@87CHAMBRE



@CHAMBAGRI87



HAUTE-VIENNE.CHAMBRE-AGRICULTURE.FR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

loi du 31/01/1924

Siret 188 702 021 00034

APE 9411Z

SAFRAN

MONSIEUR LE PRESIDENT

LIMOGES METROPOLE - COMMUNAUTE URBAINE

Direction de l'Aménagement Durable du Territoire

Pôle Aménagement, Espace Public et Mobilités

Durables

19 RUE BERNARD PALISSY

87031 LIMOGES CEDEX 1

A L'ATTENTION D'AXELLE DUBOIS

Panazol, le 8 Octobre 2025

Monsieur le Président,

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, vous nous avez transmis pour avis le projet de modification simplifiée n° 3 du PLU de la Commune de SOLIGNAC ayant pour objet la désignation de bâtiments pouvant changer de destination dans les zones agricole et naturelle du Plan Local d'Urbanisme.

Sans nous opposer à sa désignation comme pouvant changer de destination dans le PLU, nous vous signalons que le bâtiment situé sur la parcelle section C n° 220 (lieu-dit Villebon) se situe à moins de 100 mètres de deux bâtiments agricoles localisés sur la parcelle section C n° 394.

En cas de dépôt d'un permis de construire pour changer de destination le bâtiment situé sur la parcelle section C n° 220, il sera nécessaire de vérifier l'utilisation de ces deux bâtiments agricoles ainsi que le statut de l'exploitation agricole (Règlement Sanitaire Départemental ou Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) afin de pouvoir appliquer la règle de réciprocité (L. 111-3 du Code Rural). Nos services seront à la disposition du service instructeur de Limoges Métropole pour réaliser cette analyse et rendre un avis sur le permis de construire lorsque celui-ci sera déposé.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Bertrand VENTEAU.